

CAMPAGNE PCF Emploi, Industrie, Services publics (p 3)

Editorial

Sortir de l'étau capitaliste !

La guerre des taxes déclarée par D. Trump inquiète et indique que nous sommes à un tournant. Il allume la mèche d'une bombe qui n'attendait qu'à exploser. Les USA, porte-drapeau du capitalisme, cherchent à conjurer la crise de rentabilité de l'énorme accumulation financière actuelle en ouvrant une nouvelle étape de l'impérialisme et une nouvelle relation État/capital.

En déclenchant la guerre commerciale, Trump change les perspectives de croissance et de profit, d'où le fait que les bourses dévissent. Il y a de la récession dans l'air y compris aux États-Unis. Jusqu'à quel point ne veut-il pas la provoquer afin d'engendrer une récession mondiale pour que les USA soient les premiers à chuter, mais brièvement, et qu'ils s'en sortent ensuite au détriment des autres... C'est leur méthode depuis toujours.

Le choc politique provoqué par Trump repose sur trois raisons politiques :

- Garder la main sur la base populaire des USA, nationaliste, souverainiste et consommatrice.
- La crise de rentabilité aux États-Unis.
- Une sous-estimation des défis que pose la révolution informationnelle et technologique.

En-tout-cas ce n'est pas la première fois que le politique est à l'origine de crises. La fin de la convertibilité du Dollar en or décidée par Nixon en 1973 a engendré une crise qui aboutira à l'accord du « Plaza » (1).

Ce qui est sûr, c'est que tout cela va avoir des conséquences sur la vie des gens et sera le prétexte à plus d'austérité pour les dépenses publiques (services publics). C'est ce que prépare Bayrou pour le budget 2026. Et bien évidemment, cette austérité sera sélective, car l'argent des banques centrales sera mobilisé pour regonfler les bourses : la reflation. Cela aggravera encore l'austérité, car l'argent des banques centrales au lieu d'aller au développement des capacités humaines par exemple pour financer les services publics à taux 0, sera dirigé sur les marchés alors que la priorité doit être de développer les humains et de lutter pour le climat.

L'Europe face à tout cela, dont la France, propose d'augmenter les droits de douane en appelant d'autre part à un libre-échange total : sans droit.

Il est donc urgent de changer en profondeur les règles et les institutions. Il faut une autre mondialisation qui, par une création monétaire commune, permettra de développer les services publics, l'emploi, les biens communs, l'industrie... Il faut organiser le dégonflement de la bourse par une taxation des transactions financières et des prêts à 0% pour l'emploi, les services publics et une nouvelle industrialisation décarbonée. Il faut aussi poser la question d'une conférence financière mondiale pour une nouvelle monnaie commune mondiale de développement alternative au dollar avec les BRICS et le Sud Global.

Enfin, un autre chantier est à ouvrir, c'est celui de nouveaux traités de coopération et de co-développement.

Jean-Marc Durand

Sommaire :

- p.1 Editorial
- p.2 Retraites (suite)
- p.3 Actualités
- p.5 Situation internationale
- p.6 Infos et activités des Communistes
- p.7 Ce dont les médias ne parlent pas...

1 Les **accords du Plaza** sont un accord sur les taux de change signé le 22 septembre 1985 entre les États-Unis, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni et la France (c'est-à-dire le G5). Ces pays acceptent, entre autres choses, d'intervenir sur le marché des changes afin de déprécier le cours du dollar.

Le Bilan après deux décennies de contre-réformes régressives !

Au 31 décembre 2024, la part totale des retraites, Régime général, autres régimes et régimes complémentaires obligatoires, avec près de 18 millions de pensionnés, atteint 14% du PIB et 46 % des dépenses de la Sécurité Sociale. L'énormité des sommes qui échappent ainsi à la rentabilisation du capital explique à elle seule sa volonté d'en récupérer la « gestion ».

Comme rappelé dans notre précédente édition, si de 1945 à 1983 si les réformes des régimes de retraite ont eu pour objet d'améliorer les garanties du système, le Livre Blanc de 1991 de Michel Rocard a ouvert la voie à 10 contre-réformes conduites de 1993 à 2023.

L'objectif était double, réduire la part des cotisations patronales au nom du fameux « coût du travail » (sans jamais évoquer le coût du capital !) et déconstruire les systèmes obligatoires par répartition pour ouvrir le champ à la capitalisation et aux fonds d'investissement.

La stratégie mise en place a consisté d'abord à reprendre la main sur la gestion des systèmes par l'intermédiaire d'un État mis à son service, en écartant les représentants des bénéficiaires, ensuite à déconstruire le régime de base de la sécurité sociale, par essence le plus solidaire, puisqu'il prévoit un montant défini, en lien avec le salaire des meilleures années de travail.

Puis il s'est attaqué aux régimes spéciaux qui résultent historiquement des luttes, en prenant prétexte des déficits qu'ils supportent, ce qui est loin d'être vrai pour tous et de toute façon ne représente qu'une part négligeable des sommes affectées à la retraite. Plus sérieusement, il s'est agi de faire reculer les droits sociaux pour tous dans une vision ultra libérale de ce champ ouvrant la voie à une rentabilisation de fonds privés.

Mais la retraite est la mère des batailles, celle qui transporte le plus d'angoisse face à l'avenir et donc de potentialités de réactions sociales, et cela explique pourquoi on a agi progressivement par une baisse des pensions (recul de l'âge de départ, hausse du nombre de trimestres requis - évolution sur l'indice des prix au lieu de l'indice des salaires... ou mieux, pas d'évolution du tout à certaines périodes) et du taux de remplacement.

Ces réformes ont été considérablement accélérées depuis la fin des années 2000. Depuis 2010, les pensions ont perdu près de 11% par rapport à l'indice officiel des prix et près de 20 % par rapport à l'évolution du salaire annuel moyen. Les études officielles (COR- DREES) documentent des reculs.

Cette stratégie a abouti en 2019 à une tentative inédite d'agir sur les fondements du système de retraite. La réforme Philippe portée par Delevoye jouait sur tous les facteurs, âge de départ, montant de la cotisation et des pensions à travers la valeur d'achat du point et la valeur du point de service, avec un système à cotisations définies, sans visibilité sur les prestations possiblement servies. Un tel système aurait permis un contrôle direct du montant des retraites, sans autre réforme législative, pour contourner les mobilisations sociales possiblement provoquées par de nouveaux textes récessifs, et cela, par une simple décision « technique » prise au niveau de l'État. La réforme s'appuyait sur l'expérience des retraites complémentaires AGIRC ARRCO où le niveau de contribution des employeurs a été réduit, les valeurs d'achat et de service du point abaissées en toute opacité à partir des années 90, avec l'aval de syndicats « compréhensifs ». Il s'agissait de la réforme la plus dangereuse pour le niveau des retraites, un projet qui est toujours dans les tiroirs....

Car aujourd'hui, dans le total des pensions versées, la part des régimes obligatoires représente toujours 98% (dont environ 70% pour les régimes de base) et celle des retraites supplémentaires par capitalisation (facultatives) reste limitée à 2%.

Il est clair que cela ne peut convenir au capital !

Ne nous y trompons pas, de nouvelles contre-réformes récessives sont à prévoir, à moins que la mobilisation des travailleurs au sein même des entreprises ne vienne mettre un coup d'arrêt aux ambitions du capital...

Nicole Grenier Mérico

Infos Emploi Industrie

Invitations à Débattre - Questionnaire

CLERGERIE C'EST FINI

Le dernier chausseur de luxe français de Romans disparaît.

Les salariés du chausseur de Romans-sur-Isère Clergerie attendaient avec appréhension le délibéré du tribunal de commerce ce mardi 8 avril. La décision est tombée en milieu d'après-midi. C'est la fin pour les trois sociétés de Clergerie. Les salariés de SSB, JHJ et Tiger, soit une soixantaine de personnes, se retrouvent sur le carreau et cet épisode ressemble au dernier de la saga de l'industrie de la chaussure de luxe à Romans, ce qui n'a d'ailleurs pas eu l'air d'émouvoir plus que cela, les élu.e.s des majorités locale, départementale et communautaire.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/drome/valence/chaussures-de-luxe-clergerie-le-couperet-est-tombon-va-tenter-de-reprendre-nos-esprits-60-salaries-se-retrouvent-sur-le-carreau-3135679.html> via ici.

VENCOREX PONT-DE-CLAIX ISERE

Le tribunal de commerce de Lyon a tranché jeudi 10 avril sur l'avenir de la société Vencorex, en redressement judiciaire depuis 09/2024. Il a écarté le projet de SCIC proposé par les salariés qui préservait 300 emplois et l'essentiel des activités de la société, dont certaines des plus essentielles à la souveraineté industrielle de notre pays. Il a validé celle du groupe chinois Wanhua de reprise d'un seul atelier de 54 salariés qui au contraire mettra fin à une grande partie des activités de la société, mettant en péril le reste de la chaîne de production et la plateforme chimie de l'Isère et au-delà.

Le projet nécessite 20 millions d'€ immédiatement, 60 d'ici la fin de l'année et 120 millions d'ici 2029. Le tribunal justifie sa décision par les incertitudes de financement du projet de SCIC, écartant la demande des salariés de disposer de quatre semaines de délai supplémentaire, pour le mener à bout. En effet, la proposition d'un industriel de la chimie d'entrer dans le projet avec une mise à 44 millions d'euros aurait pu sauver les emplois et la plateforme. Mais au même moment, l'État retirait sa promesse d'abonder dans le projet 20 millions d'euros !

Dans un communiqué de presse, la fédération de la Drôme du PCF demande à nouveau la nationalisation du groupe et l'explique « Il est inacceptable que cette entreprise si stratégique et décisive pour l'économie française, passe sous pavillon chinois et que des centaines de salariés perdent leur emploi ! » D'autant plus que ce fleuron industriel a des ramifications dans la Drôme. « Qui va écouler la production de saumure de la mine de Hauterives ? »

Campagne nationale PCF - emploi industrie services publics - les débats - le questionnaire

QUELLE ENERGIE POUR DEMAIN ?



Debat sur le plan climat « Empreinte 2050 »
Sébastien ELKA
 Ingénieur au CEA
VENDREDI 18 AVRIL
19h
 Salle des fêtes de La Palum
 Bois les Baronnies

Conférence -Débat
Pas d'écologie sans
industrie!
Lundi 5 Mai 2025
salle Saint Martin
Montélimar 18h30/20h30



Dérèglement du climat, effondrement de la biodiversité, pollutions des eaux, des sols, de l'air nous payons au prix fort un mode de développement basé sur l'accumulation permanente. Pour ne pas jeter le bébé du progrès humain avec l'eau du bain capitaliste, petit tour d'horizon des pistes et chemins d'avenir.

PRODUIRE & PROTÉGER
 10h - 12h30
 14h30 - 17h30
 19h30 - 21h30

Avec **Sébastien ELKA**
 Rédacteur en chef adjoint de la revue Progressistes,
 co-rédacteur du Plan de décarbonation du PCF
 Empreinte 2050

Pour répondre en ligne au Questionnaire adressé à tous les salariés :
<https://partage.drome.pcf.fr/apps/forms/embed/g9G9LmM68goM3T94XLq6FTWY>



Y-a-t 'il un pilote dans l'avion ?

Les pilotes chevronnés ont l'habitude de dire aux élèves : n'amène pas ton appareil là où ton cerveau n'était pas 15 mn avant. Visiblement, Trump aurait bien besoin de prendre des cours de pilotage tant il dirige son pays de manière erratique, sans cap précis. Mais est-il aussi imprévisible et inconsistant qu'il paraît ? S'il s'agit d'une stratégie, c'est vraisemblable, alors quel est son but ?

Contrairement à ses prédécesseurs, il semble moins enclin, pour le moment, à la guerre militaire qu'il ne l'est à la guerre économique. Sa diplomatie aussi pose question, pas sûr que les diplomates américains à travers le monde sachent quel discours ils doivent porter. Seul son soutien inconditionnel à Israël ne fait aucun doute.

Autre certitude, Trump est à la tête de la 1^{ère} puissance mondiale, et entend la maintenir à ce niveau par tous les moyens. Il est aussi et surtout un très puissant capitaliste. Au cours de ces dernières décennies, les crises économiques successives, provoquées par l'éclatement de bulles financières, n'auront pas suffi à régénérer le capitalisme et à rebattre les cartes en faveur de son chef de file, les U.S.A.

L'émergence irréprouvable de nouvelles puissances économiques et politiques met à mal l'hégémonie américaine, avec son modèle économique : le capitalisme, et son arme d'assujettissement : le dollar. Cette suprématie américaine est de plus en plus contestée, c'est normal et souhaitable, nombre de citoyennes et citoyens américains comprennent l'intérêt de négocier ce virage et de vivre pacifiquement dans l'échange, le dialogue et la solidarité au sein d'un nouvel équilibre mondial multipolaire. Il leur manque le débouché politique que le Parti démocrate actuel n'incarne plus.

Les multiples saillies de Trump font leurs effets sur toutes les places financières à travers le monde. Il manie les taxes, les droits de douanes et les menaces sans aucune vergogne, pour ne pas dire avec un mépris complet des peuples. À l'image de l'explosion des bulles financières, la politique de Trump n'a peut-être pas d'autre objectif que de provoquer une grave crise économique au niveau mondial afin de faire chuter de très nombreuses entreprises et amener le plus possible de pays à replonger dans de graves difficultés. Le résultat escompté est la reprise en main de l'économie mondiale par le capitalisme américain et donc réaffirmer la suprématie politique des U.S.A.

Seulement voilà, la place financière la plus malmenée par cette politique agressive est Wall Street, l'effet boomerang. Aussi, Trump doit lever le pied sur l'augmentation des droits de douane, sauf à l'encontre de la Chine, sa plus grande rivale. Notons au passage la remise en cause par Trump de la doctrine du libéralisme, celle du grand marché libre et non faussé qui est la raison d'être de l'O.M.C. et de l'U.E. Est-on en train de vivre un changement de stratégie du capitalisme mondial ?

Le capitalisme se nourrit de crises comme un charognard de cadavres, les principales victimes sont les femmes et les hommes qui n'ont que leur emploi pour vivre, elles et ils sont des pions à sacrifier au gré des stratégies politiques et financières. Le dépassement du capitalisme est une nécessité absolue pour l'humanité. Ce besoin peut être aisément partagé avec une multitude de personnes, mais comment et par quoi remplacer le système capitaliste est la vraie question. Tout naturellement, les communistes proposent de commencer par développer les communs au travers des services publics, pour la réponse aux principaux besoins et le renforcement de la cohésion sociale. Les pilotes de vol à voile appellent cela le cheminement, ils savent où aller et quelles sont les étapes.

Jean Luc Fargier

Rassemblement national pour la Paix Vénissieux 8 avril 2025

Au moment où les dirigeants européens tiennent un discours belliciste et qu'une l'hystérie guerrière sans limite se répand dans les médias mainstream, il y avait beaucoup de monde à cette soirée de mobilisation pour la paix organisée par la section PCF de Vénissieux et les communistes du Rhône.

Quelques mots des intervenants :

Michèle Picard, maire de Vénissieux, a exprimé son bonheur d'accueillir une initiative pour la Paix dans sa ville, communiste depuis 1935. Une ville résistante toujours engagée pour le progrès social, la culture et la paix, liée par un traité d'amitié avec la ville de Jénine en Palestine et qui veut porter ces valeurs auprès de la jeunesse.

Arlette Cavillon, co-présidente du Mouvement de la Paix, a appelé à une insurrection des consciences, car l'humanité n'a pas d'autre chance que la paix. Résister aux puissances économiques militaires et politiques exige d'agir dans l'unité la plus large, car la Paix ne se trouve pas au bord du chemin, mais est une tâche...

Raoul Hedebouw, Président du Parti du Travail de Belgique, s'étonnant avec enthousiasme d'avoir trouvé ici, ce dont son pays ne dispose pas, un arrêt de tram et un boulevard Lénine (!) a souligné justement, que, comme le disait Lénine, le moment où la domination de l'impérialisme américain est menacée est celui où les dangers de guerre sont les plus importants.

Mais il ne peut y avoir d'Europe sans indépendance vis à vis des USA, sans respect des pays du sud et d'Asie, sans une volonté de coopération et de paix. Les investissements doivent aller à la vie pas à la guerre... Notre combat a l'histoire de son côté, le capitalisme ne peut apporter le bonheur, l'avenir appartient à ceux qui produisent les richesses.

Yassar Ayoub, représentant l'ambassade de Palestine, a rappelé que les Palestiniens vivent une tragédie depuis la déclaration Balfour de 1917. La paix semble depuis un espoir impossible. Mais pour lui, qui est un enfant de la Nakba, issu d'une famille exilée en Syrie depuis 1948, comme pour tous les Palestiniens, il n'y a pas d'autre issue que la paix et il a rappelé qu'ils ont accepté la solution à deux États.

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, a souligné qu'il n'y a jamais eu autant de guerres, partout les peuples sont pris en otage dans la guerre économique mondiale, les droits de douane de Trump en font partie.



Notre pays se doit de refuser les logiques de guerre, signer le TIAN et sortir de l'OTAN. Nous avons besoin d'une économie de paix pour rebâtir une souveraineté industrielle et l'Europe pourrait damner le pion à Trump en négociant un accord avec Poutine garantissant la sécurité pour tous les peuples.

Mais la paix, c'est aussi un combat politique contre l'accumulation sans limite du capital.

Il a annoncé une campagne lancée par le PCF et l'OLP face au génocide perpétré par le pouvoir israélien et appelé à renforcer le PCF, le parti qui croit à la possibilité du bonheur et a toujours porté l'idée de la paix !

Pour suivre la totalité de la soirée

https://www.youtube.com/live/E7FUy97ByXY?si=qNy4_409_k-LZ7NF

*« C'est la paix qui force le crime, À s'agenouiller dans l'aveu
Et qui crie avec les victimes, Cessez le feu »*

Louis Aragon -1954,

« Je dis la paix » poème écrit après les accords de Genève sur l'Indochine

Infos et Activités des Communistes

Mumia : La Cour Suprême de Pennsylvanie rejette le recours contre sa condamnation



Par ordonnance, rendue le 25 mars, la plus haute juridiction de Pennsylvanie a écarté tout recours contre la condamnation de Mumia Abu-Jamal sans le moindre examen des preuves d'innocence présentées par sa défense. Parmi les documents versés au dossier figurent des incitations non divulguées données aux témoins et la preuve de la participation raciale dans la sélection du jury. Toutes les nouvelles preuves ont été découvertes récemment mais le « droit » en Pennsylvanie limite le temps de leur présentation pour justifier un recours, même pour les cas où la vie d'un prévenu est en jeu.

Face à ce déni de justice, les soutiens américains à Mumia appellent à de nouvelles mobilisations. Ce sera le cas du 21 au 25 avril (semaine ses 71 ans) dans les villes de la côte ouest (San Francisco, Oakland, et San Jose). Son fils aîné, Jamal, participera à cette campagne. Ce sera le cas aussi à Paris, mercredi 7 mai, Place de la Concorde, pour exiger sa libération... 43 ans, ça suffit !

Du 17 au 23 mai, une délégation française se rendra aux États-Unis pour manifester sa solidarité active avec Mumia, victime d'un système politique et judiciaire aux ordres d'une police raciste et corrompue comme celle de Philadelphie.

Condamné à la peine capitale, incarcéré dans le couloir de la mort durant 29 ans, il n'est encore en vie que grâce à la mobilisation militante et diplomatique du monde entier. Depuis 2011, sa peine a été commuée en prison à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle. Autrement dit, il est toujours condamné à mourir en prison après 43 ans d'incarcération.

Rappelons que Mumia Abu-Jamal, à l'initiative du maire communiste de Portes-lès-Valence, avait été élevé au rang de Citoyen d'Honneur par la municipalité en 2008. Mais en 2014, fraîchement élue, la maire de droite avait fait enlever le portrait de Mumia, fixé dans le hall de la mairie, la nuit même de son élection. Acte revanchard et minable à l'encontre d'un homme qui lutte depuis tant d'années pour faire reconnaître son innocence.

Mumia aura 71 ans le 24 avril prochain. Il avait 28 ans quand il a été arrêté. Vous pouvez lui faire parvenir un message de sympathie, de solidarité et d'espoir. Ecrivez en français ou en anglais mais soyez bref et ne faites aucune référence à la mise en cause de l'administration pénitentiaire et des autorités américaines (c'est Mumia qui en subirait les conséquences). Glissez votre carte dans une enveloppe blanche et n'oubliez pas de mentionner votre adresse au dos et de l'affranchir (2,10 € jusqu'à 20 g). Malgré ces précautions, l'Administration ayant tout pouvoir pour censurer, votre courrier ne lui parviendra peut-être pas où vous sera renvoyé sans justificatif. Ne vous offusquez pas si vous ne recevez aucune réponse de sa part, et ce d'autant qu'il n'a que très peu de moyens financiers et matériels pour vous remercier.

**Smart Communications PADOC
Mumia ABU-JAMAL # AM – 8335
SCI Mahanoy PO Box 33028
St PETERSBURG. FL 33733 (USA)**

Respectez la configuration de l'adresse ci-dessus en quatre lignes. N'hésitez pas à lui écrire car ce courrier est aussi un message d'alerte montrant aux autorités américaines que nous ne l'oublions pas.

Pierre Trapier

Rassemblement contre le racisme, les discriminations et pour l'État de droit Valence - Samedi 12 avril 25



Romans : une exposition en résonance avec l'actualité !

La section de Romans avait organisé du 5 au 12 avril une exposition consacrée à Manouchian et aux Résistants de la MOL. Elle a connu un joli succès de fréquentation tout au long de cette semaine en totalisant une petite centaine de visiteurs, dont une cinquantaine, le jour de l'inauguration.

Il faut noter que les 3/4 des présents étaient des non-communistes. Les Forces de gauche de Romans étaient aussi représentées.

La présentation de cette exposition, soutenue par la lecture de trois poèmes de Manouchian et par la diffusion audio de l'Affiche rouge par le groupe Feu ! Chatterton, a souligné l'implication de ces étrangers dans la résistance au nom de l'idéal communiste.



Elle a aussi permis de dénoncer les discours de haine qui prolifèrent dans l'actualité. Les communistes romans ont su lui donner la dimension politique qu'ils visaient.

Jean Louis Mollard



Ce dont les médias ne parlent pas ...

Le 19 février, Bernie Sanders, Sénateur américain, remercie Elon Musk !!



Etats Unis : l'excellente déclaration du sénateur américain Bernie Sanders.

Cela révèle d'une bonne dose d'humour et montre qu'il existe une réelle opposition aux USA.

Il remercie Musk qui souligne : « Le fait que nous vivons dans une société oligarchique où les milliardaires dominent non seulement notre politique et les informations que nous consommons, mais aussi notre gouvernement et notre économie. »

Que veulent vraiment ces multimilliardaires ?

Questionnement intéressant, surtout après les derniers emportements de Bernard Arnaud.

Bernie Sanders fait le constat que ce n'est ni compliqué ni inédit. C'est ce que les classes dirigeantes ont toujours considéré comme leur droit : plus de pouvoir, plus de contrôle, plus de richesse.

Comme Bernard Arnaud et ses collègues, Elon Musk, ainsi que ses collègues oligarques, estiment que le gouvernement et les lois ne sont qu'un obstacle à leurs intérêts.

Aujourd'hui, Musk, Bezos et Zuckerberg possèdent une richesse combinée de 903 milliards de dollars, soit plus que la moitié la plus pauvre de la société américaine soit 170 millions de personnes.

Bernie Sanders rappelle que 85 millions ne sont pas assurés ou sous-assurés, 25 % des personnes âgées vivent avec 15 000 dollars ou moins, 800 000 sont sans abri, et le taux de pauvreté infantile est le plus élevé de presque toutes les grandes nations du monde.

Mais les décisions prises ont aussi des incidences au-delà des frontières des USA.

La dissolution de l'USAID signifie que des milliers de personnes parmi les plus pauvres du monde mourront de faim ou de maladies *évitables*.

Pour autant, Bernie Sanders n'a pas l'intention de baisser les bras :

« En ces temps difficiles, le désespoir n'est pas une option. Nous devons riposter par tous les moyens possibles. Nous devons participer au processus politique... Nous devons créer de nouveaux canaux de communication. Nous devons... bâtir une communauté au niveau local. Il va sans dire que j'ai l'intention de faire ma part pour défendre un pays de classe des travailleurs. »

Espérons que de nombreux et nombreuses citoyens et citoyennes américains et américaines l'entendront.

Viviane Debarges

Pour lire l'intervention dans son intégralité :

https://demainlegrandsoir.org/spip.php?page=article&id_article=3418

Que le monde est donc riche !

Jamais il n'y a eu autant de milliardaires. D'après le magazine économique Forbes, le monde compte actuellement plus de 3 000 milliardaires (exactement 3 028), c'est-à-dire 247 de plus que l'année dernière.

La fortune totale de ces milliardaires s'élève à 16 100 milliards de dollars, soient 2 000 milliards de plus qu'il y a un an. Cela représente plus que le PIB de tous les pays du monde, mis à part la Chine et les États-Unis.

Dans l'administration de Donald Trump, siègent dix milliardaires, dont Elon Musk, l'homme le plus riche de la planète avec une fortune évaluée à 342 milliards de dollars.

Voilà bien de quoi faire rêver. Mais, dans le même temps des milliards de personnes se démènent avec leurs fins de mois difficiles, et n'arrivent même plus à avoir un toit sur la tête et à avoir le minimum vital pour se nourrir.

Pourtant les travailleurs modestes, ouvriers, paysans, salariés, sont beaucoup plus nombreux que ces ultra-riches. S'ils arrêtaient d'être les dupes des milliardaires ou de leurs représentants, le monde pourrait bien changer.

Utopie ? L'avenir le dira.

Marcel MAGNON